



ELEMENTS - SITUATION EN UKRAINE
VENDREDI 25 FEVRIER 2022 15H30

✚ **Contexte (vendredi 25 février)**

- La Russie poursuit son invasion : elle cible désormais Kiev et est en train de couper l'Ukraine de son espace maritime.
- Environ 100.000 personnes ont fui leur foyer et des milliers ont déjà franchi les frontières.
- Des concertations intenses sont en cours actuellement que ce soit au niveau européen, au niveau de l'OTAN, aux Nations-Unies et avec tous nos alliés.
- Les Etats-Unis, en concertation avec leurs alliés, ont indiqué assumer l'absence d'effet à court terme de la stratégie choisie, affirmant leur confiance dans l'effet des sanctions massives qui ont été déployées et tablant sur l'usure d'une occupation russe de l'Ukraine.
- les 27 ont approuvé jeudi un nouveau train de sanctions contre la Russie en réponse à son invasion de l'Ukraine ciblant les secteurs de la finance, de l'énergie et des transports, et visant les avoirs d'oligarques de Poutine.

✚ **Eléments de langage**

1/ Le Groupe socialiste, écologiste et républicain du Sénat condamne fermement l'agression militaire dont fait l'objet l'Ukraine.

- Cette agression en rappelle d'autres : Géorgie en 2008, Crimée en 2014 ; autant de premiers tests de la réaction des européens et de leurs alliés.
- C'est l'intégrité d'un Etat souverain aux portes de l'Europe qui est gravement mise en cause. C'est également le modèle démocratique qui est menacé par l'esprit paranoïaque et revanchard d'un dirigeant qui veut réécrire l'histoire. Aujourd'hui la paix/stabilité dans l'Europe est menacée. Les principes des Nations-Unies sont bafoués alors que la Russie préside à l'heure actuelle le Conseil de sécurité jusqu'à fin février.

Il va sans dire que nous soutenons l'Ukraine et les Ukrainiens. Il s'agit désormais de définir quel type d'aide le gouvernement est prêt à leur apporter.

- Nous pourrions disserter sur toutes les raisons pour lesquelles le Président de la Fédération de Russie a persisté dans sa stratégie. L'heure n'est plus à l'analyse de ses décisions, mais à l'action.
- Ce dialogue engagé avec le Parlement, le message du Président de la République qui a été lu aux assemblées cet après-midi au titre de l'article 18 de la Constitution, et plus encore le débat 50-1 qui aura lieu mardi prochain en séance sont les bienvenus. Ils sont nécessaires car ils participent à l'unité de la nation. La Conférence interparlementaire en cours au Sénat qui réunit les représentants des parlements nationaux de l'Union européenne, dont certains sont membres de l'OTAN, a adopté une déclaration commune qui contribuera à renforcer l'unité européenne.

2/ La France dans une situation extrêmement complexe et délicate.

Nous soutenons les sanctions prises et appelons le Gouvernement et les pays occidentaux à mettre tout en œuvre afin de les réévaluer en fonction de l'attitude de la Russie. L'Ukraine doit être soutenue par l'ensemble des ressources que les pays occidentaux sont en capacité d'engager. Non pas pour avancer dans la guerre, mais bel et bien pour retrouver le chemin de la Paix. M. Poutine porte l'entière responsabilité de la situation et il en fera payé un prix incommensurable à son pays tant économiquement que socialement.

A ce stade, nous ne souhaitons pas commenter la situation opérationnelle sur le terrain et les choix de l'exécutif. Le débat que nous aurons mardi prochain au Parlement à l'occasion de la déclaration du Gouvernement nous permettra de nous exprimer.

Nous ne pouvons que redire notre soutien aux ukrainiens qui sont les premières victimes. Et nous avons une pensée aussi pour le peuple russe qui est amené à souffrir des choix de son dirigeant. Nous saluons les courageux manifestants arrêtés parce qu'ils appellent au rétablissement de la Paix.

L'enjeu désormais est de trouver les moyens de rétablir un rapport de force et de disposer des moyens suffisants pour arrêter la Russie dans sa course folle à la poursuite de son empire perdu.

Nous ne devons pas renoncer à l'espoir d'un dialogue. La situation actuelle nous impose de trouver les voies de nouvelles garanties réciproques. Car aujourd'hui, c'est bien l'architecture de sécurité de l'Europe qui est en jeu. Elle place les Etats membres en première ligne d'un risque de déstabilisation voire de guerre, majeur. Les accords jusqu'ici en vigueur, que ce soit celui sur les forces conventionnelles, les forces intermédiaires, le document dit de Vienne, tous sont soit caduques soit obsolètes. C'est un processus que nous devons d'ores et déjà engager entre partenaires afin de faire des propositions concrètes qui puissent mettre un terme à l'expansionnisme russe.

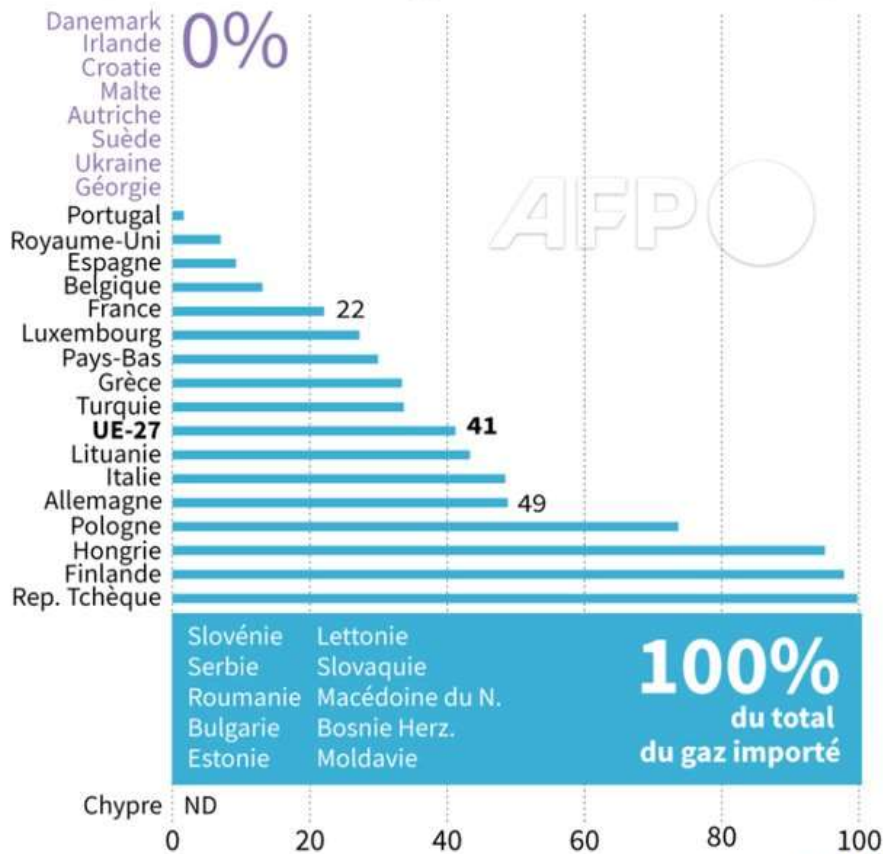
- Nos marges de manœuvre dépendront de notre capacité à assurer notre unité et notre solidarité :
 - par les mesures qui seront prises en matière de rétorsions, de contremesures cyber tout comme par notre capacité à en assumer l'effet boomerang ;
 - par toutes les formes d'aides que nous apporterons à l'Ukraine et aux Ukrainiens et la qualité de l'accueil des réfugiés.

Ces prochains jours seront décisifs à cet égard.

Notre unité et notre solidarité seront éprouvées dans les jours à venir ; démontrons que nous sommes à la hauteur des enjeux.

ANNEXE

La dépendance au gaz russe en Europe



Source : Eurostat 2019 (dernières données complètes disponibles)

